



**HAL**  
open science

## De la désindustrialisation au laboratoire d'expérimentation : le cas de Thiers

Elie Guéraud, Sacha Leduc, Agnès Roche

### ► To cite this version:

Elie Guéraud, Sacha Leduc, Agnès Roche. De la désindustrialisation au laboratoire d'expérimentation : le cas de Thiers. Festival International de Sociologie : "à l'ombre des métropoles", Oct 2022, Epinal, France. hal-03865418

**HAL Id: hal-03865418**

**<https://uca.hal.science/hal-03865418v1>**

Submitted on 22 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

De la désindustrialisation au laboratoire d'expérimentation : le cas de Thiers  
FISO, Epinal, octobre 2022

Elie Guéraud – [Elie.Gueraut@uca.fr](mailto:Elie.Gueraut@uca.fr)  
Sacha Leduc – [Sacha.Leduc@uca.fr](mailto:Sacha.Leduc@uca.fr)  
Agnès Roche – [Agnes.Roche@uca.fr](mailto:Agnes.Roche@uca.fr)

MCF en sociologie à l'Université Clermont Auvergne, Laboratoire LESCORES (Laboratoire d'Etudes Sociologiques sur la Construction et la Reproduction Sociales)

L'objet de cette communication est de prendre l'exemple la ville de Thiers pour interroger la manière dont les pouvoirs publics répondent aujourd'hui au processus de désindustrialisation de certaines villes petites et moyennes.

Les petites villes sont nombreuses à être confrontées à des phénomènes de déclin, déclin démographique, mais aussi économique et social. Si Thiers demeure la « capitale mondiale de la coutellerie », c'est aussi une ville de 12 000 habitants (et une communauté de communes de 38 000 habitants) qui affronte depuis une vingtaine d'années de multiples défis : déclin démographique (perte de 6 000 habitants en 30 ans dans la ville de Thiers), transformation et rétrécissement du tissu industriel, chômage, problèmes sociaux, vieillissement de la population, difficulté d'accès aux soins, etc.<sup>3</sup>.

Dans ce contexte difficile, les politiques publiques conduites sont déterminantes pour freiner la crise, voire redynamiser le territoire. Dans le cas qui nous intéresse ici, plusieurs dispositifs ont été fortement promus par les politiques locales, et contribuent à la résistance du territoire.

Nous reviendrons dans un premier point sur les éléments de crise et de difficultés pour ensuite expliciter les politiques publiques conduites.

## 1. Un territoire populaire touché par la désindustrialisation

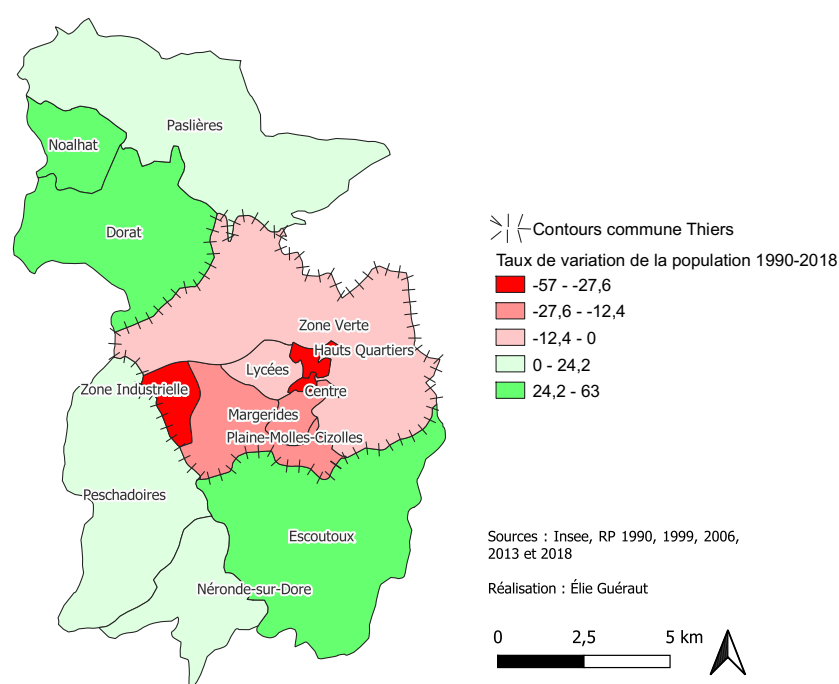
Le bassin de vie et d'emploi de Thiers a été lourdement touché par la désindustrialisation. Que l'on fasse référence soit à la ville de Thiers (12 000 habitants), soit à la communauté de communes (Thiers Dore Montagne, 38 000 habitants dans 30 communes, toutes rurales à l'exception de Thiers), soit à l'aire d'attraction de la ville de Thiers (34 000 habitants), le constat est globalement le même : il s'agit d'un territoire qui a souffert.

---

<sup>3</sup> Ce travail s'intègre dans une recherche monographique de l'équipe du LESCORES. Cette recherche a démarré en 2018, et porte sur de multiples aspects : <https://lescores.uca.fr>

La ville de Thiers a perdu 6000 habitants entre le recensement de 1968 et celui de 2019 (INSEE, RP 2019), soit un tiers de sa population. Certes, le déclin démographique est moindre si l'on prend en compte la communauté de commune ou l'aire d'attraction de Thiers. Mais si l'on regarde le temps long, entre 1901 et 2015 Thiers a connu une diminution de près de 50% de sa population, une décroissance qui ne concerne, entre 1990 et 2018, que la commune-centre, et en particulier les quartiers centraux (figure 1), à l'instar de nombreuses villes petites et moyennes dans la périodes contemporaines (Chouraqui, 2021 ; Guéraud et Piguet, 2023).

Figure1. Taux de variation de la population entre 1990 et 2018 dans l'aire urbaine de Thiers (Iris)



Au niveau démographique, le déficit naturel du territoire résulte principalement du vieillissement de la population thiernoise. Entre 2009 et 2014 la population des plus 60 ans a augmenté de 1,5 points et représente aujourd'hui près de 31% de la population. Le besoin de soins augmentant avec l'âge, la structure par âge de la population impacte directement l'accès et la consommation de soins. Enjeu majeur des contrats locaux de santé, le vieillissement des habitants thiernois s'inscrit pour partie dans des enjeux liés à la précarité.

Les indicateurs de santé de la population ne sont pas très favorables. Les éléments les plus marquants sont sans doute le taux de mortalité supérieur de 15,5 points à la moyenne nationale et la surmortalité par maladies cardio-vasculaires, par cancers, par suicide et liée aux addictions supérieure également à la moyenne de la France métropolitaine. Concernant la santé mentale, le

taux de prévalence des ALD pour affections psychiatriques de longue durée est aussi plus élevé que le taux métropolitain (ARS, 2013).

Du côté de l'emploi, là aussi, les difficultés sont fortes. Le nombre d'emplois perdus dans les 10 dernières années est important : 1000 emplois industriels ont disparu dans l'aire d'attraction de Thiers entre 2008 et 2019 (passage de 5 000 à 4 000 emplois). Ces emplois industriels sont des emplois dans la coutellerie.

La région thiernoise est en effet un bassin industriel ancien. Apparue à Thiers dès le 14<sup>e</sup> siècle, la coutellerie s'est progressivement imposée comme mono-industrie au 20<sup>e</sup> siècle. En 1827-1828, on estime à 5000 le nombre de personnes travaillant dans la coutellerie, elles sont 15 à 18 000 à la fin du 19<sup>e</sup> (Faure, 1986). Thiers est alors le principal centre de la production de couteau de poche, les couteaux de luxe étant produit dans d'autres bassins (Langres, Nogent). La chaîne de production est extrêmement segmentée et ce, très précocement, dès le 16<sup>e</sup> siècle, et durablement, puisqu'on estime qu'à la fin du 19<sup>e</sup>, un couteau est passé entre 17 mains différentes (Combe, 1956). C'est une spécificité thiernoise, puisqu'à la même époque, dans d'autres bassins couteliers (Nogent, ou Steyer en Autriche), c'est le même ouvrier qui réalise toutes les opérations. Le travail à domicile est extrêmement répandu, et reste majoritaire jusqu'aux années 60-70. Le donneur d'ordre (qu'on appelle couramment « le fabricant ») distribue le travail au sein des ateliers familiaux, à Thiers et dans la campagne environnante. Il organise aussi ses tournées pour récupérer les produits finis. La rémunération est fixée aux pièces (à la douzaine), et il faut souligner que le prix du travail est très faible dans le bassin thiernois, ce qui permet à cette industrie d'avoir des débouchés nombreux (notamment à l'étranger). Peu à peu, le travail à domicile laisse place au travail en usine, au fur et à mesure de l'installation des fabriques, qui arrivent avec la vapeur et l'électricité, début 20<sup>e</sup>. Mais le travail à domicile va perdurer jusqu'aux années 2000, sans que l'on parvienne précisément à le mesurer. Ce maintien est une survivance de la figure du « sublime ouvrier » décrit par Bernard Gazier (Gazier 2003). Comme dans de nombreux districts industriels, les ouvriers étaient souvent issus du milieu rural et paysan. L'activité coutelière à domicile permettait de compléter les revenus de la ferme après les périodes de moissons. Il reste aujourd'hui quelques dizaines d'ouvriers à domicile dans le bassin thiernois<sup>5</sup>.

Tout au long du 20<sup>e</sup> siècle, l'industrie coutelière locale a été mise en difficulté par la concurrence internationale, et elle connaît une concentration de sa production, entraînant une baisse du nombre de ses fabricants et une diversification de ses activités vers d'autres secteurs comme la forge de

---

<sup>5</sup> Etude en cours sur les ouvriers de la coutellerie, conduite par Agnès Roche, Nathalie Ponsard, Caroline Lardy, dans le cadre d'une recherche financée par la MSH de Clermont-Fd.

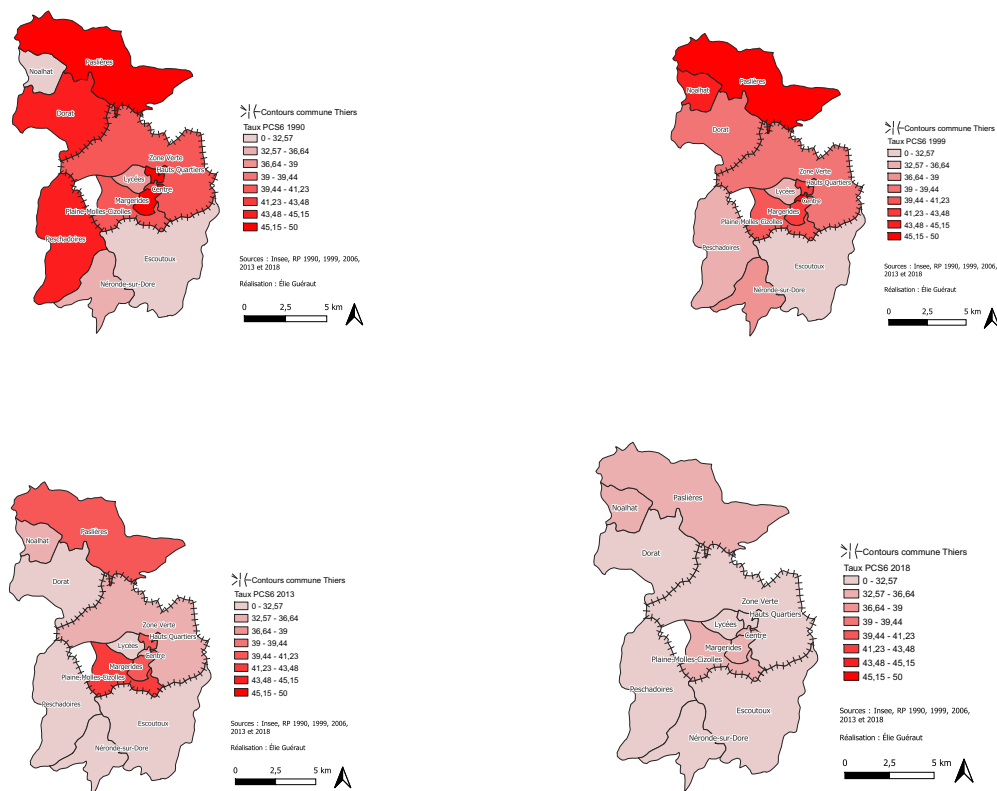
pièces automobiles, la plasturgie, l'emballage carton et plastique, ou la platerie-orfèvrerie (inox). Au tournant des années 2000, le bassin thiernois subit de profondes restructurations qui se traduisent par la perte d'un tiers des effectifs de ses salariés industriels (Albert-Cromarias, 2014). Cette contraction des emplois, qui s'est opérée en plusieurs étapes, a laissé des traces dans le paysage : les fermetures d'usines sont terriblement visibles dans les lieux et les friches industrielles constituent les stigmates de la désindustrialisation. Pourtant, la coutellerie reste le premier pourvoyeur d'emploi sur le bassin avec 761 salariés (auxquels il faut ajouter 2000 emplois indirects), 77 fabricants (inscrits au registre du commerce) et 34 artisans (inscrits au registre des Métiers). Au niveau national, le bassin de Thiers pèse pour plus de la moitié du poids total des entreprises de la filière et réalise 80% de la production française de couteau de poche, de cuisine et de table (Observatoire de la métallurgie, 2019)<sup>6</sup>.

L'industrie reste donc très présente sur le territoire, et la part des ouvriers dans la population (aire d'attraction de Thiers) reste très forte – 32% des actifs sont ouvriers – bien qu'elle ait largement diminué depuis les années 1990 (figure 2). Ces transformations économiques ont des incidences majeures sur le territoire. Si la structure sociale de la ville de Thiers et de son bassin n'a jamais été celle des grandes métropoles, le bassin thiernois apparaît aujourd'hui comme un espace de cumul des difficultés. Le taux de pauvreté est de 23% dans la ville de Thiers en 2019 (35% pour les moins de 30 ans et 30% pour les 30-39 ans contre 13% pour les 60-74 ans), 17% dans la communauté de communes. Concernant le niveau de diplôme de la population de Thiers dans son ensemble, 42% n'ont aucun diplôme ou au plus un BEPC, brevet des collèges ou DNB contre 21,6% au niveau national. 27% ont un niveau CAP-BEP, 14,8% un niveau baccalauréat et 16,4% ont un diplôme du supérieur contre 35,1% au niveau national (INSEE, 2019).

Figure 2. Taux d'ouvriers en 1990, 1999, 2013 et 2018 dans l'aire urbaine de Thiers (Iris)

---

<sup>6</sup> Cf Sacha Leduc, Agnès Roche, « ce que la mondialisation fait aux petits patrons d'industrie. Enquête dans la coutellerie thiernoise », *Sociologie* n°4, 2021, vol 12, p.351-369.



Ce territoire apparaît également un territoire de relégation sociale au sein duquel certaines populations précaires viennent s'installer. Pour exemple, dans une recherche conduite sur les usagers des services sociaux de la circonscription d'action médico-sociale de Thiers, nous avons pu montrer que la majorité n'était pas originaire de Thiers ou de sa région. Malgré cette spécificité, sur la totalité de nos enquêtés (45), tous étaient des personnes issues des classes populaires et marqués par des histoires de vie personnelles et professionnelles souvent douloureuses.

Dans les récurrences des parcours, il apparaît que les classes populaires précarisées ont été marquées dès leur enfance par des événements tels que des mésententes, des séparations, parfois des violences, de la maltraitance ou encore par l'alcoolisme. Ces phénomènes sociaux s'expriment souvent à travers des expériences sociales négatives. L'école, par exemple, n'a pas été un espace d'émancipation pour les personnes interrogées mais au contraire un théâtre puissant de la reproduction sociale des destins. La plupart de nos enquêtés a arrêté l'école tôt, une majorité a quitté le système scolaire sans diplôme et pour ceux qui ont obtenu un diplôme il s'agit le plus souvent d'un CAP. Même si l'expérience de l'école n'est pas toujours malheureuse, les carrières scolaires sont courtes, marquées de façon récurrente par des problèmes familiaux et des difficultés scolaires. Pour celles et ceux qui ont poursuivi leurs études, l'orientation s'est faite systématiquement vers la voie professionnelle.

Autre enseignement de notre enquête : arrivés sur le marché du travail, jeunes, peu qualifiés, nos enquêtés font l'expérience des petits boulots et connaissent tous des difficultés d'insertion. Loin de l'image de « l'inemployable » ou du « chômeur passif », les personnes rencontrées ont cumulé les emplois pénibles, parfois à la limite de la légalité. Les traits saillants des emplois occupés sont la pénibilité, la moindre valorisation, la discontinuité, et la faiblesse des rémunérations. Ces « expériences négatives » se retrouvent bien entendu dans les corps et la santé de ces classes populaires. Ce travail mené auprès des usagers des services sociaux rend ainsi compte, à sa mesure, des effets des transformations économiques de ces trente dernières années sur les populations qui vivent ou qui se sont installées sur le territoire thiernois.

## **2. Une politique publique phare : créer des emplois, éradiquer le chômage de longue durée**

Pour lutter contre ces évolutions et les effets délétères de la désindustrialisation d'un territoire semi-rural, de nombreux dispositifs ont été mis en œuvre par la ville de Thiers et la communauté de commune : politiques pour enrayer le délabrement des centres bourgs, aides à l'installation de nouveaux commerces, valorisation de l'activité touristique, etc. Mais parmi ces différentes initiatives pour redynamiser le territoire, il nous a semblé intéressant de se focaliser sur une dimension capitale de cette lutte : celle qui consiste à créer des emplois sur le territoire, avec pour objectif d'éradiquer le chômage de longue durée.

Lorsque l'expérimentation « Territoire Zéro chômeur de longue durée » (TZC) est votée par le Parlement en 2016, il s'agit d'apporter une réponse à un double constat : le marché de l'emploi fabrique de la précarité et les politiques de l'emploi conduites jusque-là sont inefficaces. Il est alors question dans le cadre de cette expérimentation de « proposer un emploi digne et durable à toutes les personnes privées durablement d'emploi qui le souhaitent, à nul coût pour les finances publiques » (Hédon, Goubert, Le Guillou, 2019).

Parmi les 10 territoires habilités en 2016, la plupart sont des petites villes ou des communes rurales. Seules les expériences de Paris 13<sup>e</sup>, Villeurbanne et la Métropole de Lille sont localisées dans des grandes villes. L'expérimentation TZC est donc bien destinée à contenir voire éradiquer le chômage de longue durée dans des petites villes ou dans les campagnes. En effet, nombre d'études montrent que, depuis une quinzaine d'années, on assiste à une polarisation géographique des emplois : seules les grandes aires urbaines connaissent une augmentation du volume des emplois, au détriment des villes petites et moyennes et des communes isolées (France Stratégie, février 2017).

Thiers est le territoire, parmi les 10 habités en 2016, où le nombre de salariés embauchés est le plus élevé. 4 entreprises à but d'emploi (EBE) ont été créées, qui emploient au total 182 personnes. Le second territoire, par ordre d'importance (métropole de Lille) emploie 141 personnes, Villeurbanne 111 personnes, les autres territoires salarient moins de 100 personnes. TZC est devenu un des premiers employeurs privés du bassin thiernois, aux activités diversifiées.

- Actyroles (102 salariés) : garage solidaire, mobilité, déménagement, fabrication de couches lavables, création d'objets et de meubles issus de matières recyclées, reconditionnement informatique, recyclerie, gestion d'espaces verts et broyage.
- Inserfac EBE (26 salariés) : fabrication de fil à couper le fromage (sous-traitance pour l'entreprise Fisher-Bargoin), conditionnement de bouchons, couverture de livres pour la médiathèque, recyclage de livres, bibliothèque de rue (activité d'animation), fabrication gestion et distribution de compost, lavage de sièges tapis et matelas.
- La ferme de Lucien (11 salariés) : exploitation agricole biologique (maraichage et élevage de volailles) qui approvisionne en produits bio et locaux les cantines scolaires de la communauté de communes et les EHPAD.
- Thiers entreprise : (43 salariés) confection de ballons en peluche (relocalisation d'une activité délocalisée en Chine), conception et fabrication d'habits adaptés, démantèlement des ouvrants.
- Une cinquième EBE est en construction (avec notamment une activité de conciergerie pour les habitants).

A la lecture de ces activités, on peut souligner qu'elles contribuent à élargir la variété des activités économiques présentes sur le territoire. Autre conséquence importante : le nombre de chômeurs de longue durée sur le territoire de Thiers est en forte diminution. Enfin, il est utile de souligner les conséquences pour les personnes directement concernées : les salariés, anciens demandeurs d'emploi, et leurs familles.

Nous avons enquêté (avec des étudiants du master de sociologie de l'UCA), à la demande du Comité local pour l'emploi, depuis l'automne 2020, dans les deux premières EBE, Actyroles et Inserfac. Des entretiens ont été réalisés avec 68 salariés. Il s'agissait pour nous de mieux comprendre leur trajectoire personnelle et professionnelle avant leur entrée dans l'EBE, mais aussi cerner comment se déroule leur travail dans l'EBE, et enfin essayer de mesurer ce que le travail stable, à temps plein, payé au SMIC a changé dans leur vie. Les résultats de cette recherche n'ont pas été publiés pour l'instant.



L'enquête qualitative a permis de mettre en évidence un certain nombre de tendances. L'âge moyen des salariés des deux EBE est relativement élevé, avec une répartition par âge où les plus de 40 ans représentent 70% des effectifs. La part des hommes est majoritaire et représente 57% des effectifs. La majorité des salariés interrogés ne sont pas thiernois d'origine puisque seuls 25% d'entre eux y sont nés. Plus d'un salarié sur deux n'est pas de la région Auvergne, et l'on retrouve dans les parcours des salariés une mobilité géographique importante. Malgré les différences d'origine géographique, la plupart des salariés que nous avons rencontrés sont issus des classes populaires et de familles nombreuses. 48 salariés sont issus de fratrie de plus de 3 enfants, et beaucoup sont des filles ou des fils d'ouvriers. Une partie non négligeable n'ont pas pu renseigner la profession de leurs parents, car inconnus ou décédés trop jeunes.

Les parcours de vie des personnes interrogées ont le plus souvent été marqués assez tôt par les difficultés économiques, sociales et relationnelles. Dans de nombreux parcours, le rapport à la famille est très ambivalent. A la fois idéalisée mais aussi sources de souffrance, une grande partie des salariés a construit sa propre famille relativement jeune, juste après la sortie précoce des institutions scolaires. La famille pour une partie importante des salariés rencontrés n'a pas été un espace de reconstitution des forces, mais plutôt marquée par la reproduction de nombreuses ruptures. Ainsi, nombreux sont celles et ceux qui ont connu des séparations. Si la majorité des salariés sont célibataires, 29 d'entre eux sont en couple. Mais sur l'ensemble des personnes interrogées, 34% ont connu au moins une séparation. Les familles recomposées sont nombreuses et le nombre moyen d'enfants est de 2,25 ce qui est plus élevé que le chiffre national. On observe également une reproduction des schémas familiaux dans lesquels on retrouve des ruptures avec leurs propres enfants.

La plupart des enquêtés ont arrêté l'école assez précocement. Certains pour quitter le domicile parental le plus rapidement possible, d'autres pour échapper à un destin scolaire marqué par les échecs. Près d'un salarié sur deux des deux EBE n'a pas de diplôme et plus de 80% ont un niveau CAP. Les diplômes obtenus sont extrêmement genrés (CAP collectivités, habillement industriel, employée de bureau pour certaines salariées et CAP agent de restauration, cuisine, fraiseur, tourneur, etc. pour les hommes), et les premières expériences de travail le sont tout autant. Ainsi, nombreux sont les hommes qui se sont engagés dans l'armée où ils n'ont pas fait carrière et d'autres qui ont exercé assez tôt des métiers difficiles et pénibles dans les mondes ouvriers alors que les femmes connaissent plus de difficultés d'insertion notamment lorsqu'elles sont jeune mère. Parmi les salariés rencontrés, une majorité a connu la précarité de l'emploi, certains ont pu connaître des situations de stabilité avant de connaître le chômage à la suite d'un accident ou encore d'un licenciement. D'autres, notamment les femmes, n'ont eu que très peu d'expérience de travail à la

suite de leur sortie scolaire. Dans tous les cas, les emplois occupés étaient quasiment exclusivement des emplois subalternes et peu qualifiés. Contrairement à certaines idées sur les chômeurs de longue durée, la plupart des salariés a connu des expériences de travail dont nombre d'entre eux sont sortis abîmés et éprouvés par l'exercice de métiers dangereux aux marges parfois de l'emploi formel. Ainsi, comme leurs parents, certains ont connu des accidents du travail.

La plupart des salariés des EBE sont recrutés par le biais de pole emploi. On remarque que pour beaucoup d'enquêtés, il reste un souvenir précis de leur recrutement. Le souvenir semble vraiment mémorable. On peut comprendre que pour des personnes privées d'emploi depuis une longue période, galérant pour la plupart depuis des années, le moment du recrutement soit un moment singulier dans leur trajectoire. Le choix, fait par TZC Thiers, d'associer les personnes à tout le processus de construction de l'entreprise, est original, et permet aux nouveaux salariés d'être acteurs de la naissance de leur entreprise. Dans les récits des enquêtés, on note que certains salariés ont exercé la même activité depuis le début, d'autres ont changé. Cela peut être lié à l'arrivée de nouvelles activités, mais aussi à des questions de santé (difficultés à réaliser certaines tâches, du fait de problèmes de santé), ou à des souhaits des salariés.

Au total, si l'on fait un état des lieux concernant le vécu du travail, les salariés qui n'aiment pas leur travail sont vraiment de rares exceptions qui confirment la règle. Trois salariés, sur les 67 interrogés ne sont pas très satisfaits du contenu de leur travail. Beaucoup de salariés expliquent qu'ils se sentent respectés, écoutés. Et bien sûr, ceci constitue un élément important dans le vécu du travail, pour ces salariés qui ont, pour beaucoup d'entre eux, des expériences de travail très négatives. L'ambiance dans les deux EBE est souvent décrite comme familiale. Le terme « famille » est souvent prononcé. On peut penser que c'est lié à la taille de l'entreprise, mais ce n'est sans doute pas la seule raison, puisque Actyroles compte 80 salariés. Sur l'ensemble des 67 personnes enquêtées, on constate que 8 souhaitent partir. La grande majorité compte donc bien rester dans l'entreprise. On sent chez certains salariés un attachement très fort à l'entreprise et au dispositif, qui va bien au-delà de l'envie d'y rester.

Dans cette enquête, nous avons demandé aux salariés ce que le travail stable a produit dans leur vie. Tout d'abord, pour certains salariés, il est évident que le travail « fait du bien ». Les enquêtés peuvent établir une comparaison avec les périodes précédentes de leur vie, où ils ne travaillaient pas, ou travaillaient de façon intermittente et précaire. Ils se sentent mieux depuis qu'ils travaillent de façon stable. Pour certains enquêtés, qui ne travaillaient pas auparavant, le travail est une ouverture sur le monde. C'est le cas pour nombre de femmes qui étaient cantonnées à leur foyer. En plus des bienfaits liés à l'exercice d'une activité de travail, pour beaucoup d'enquêtés, il y a la sensation que travailler, au fond, c'est avoir une vie normale, c'est être « comme tout le monde »

(Masclat et al., 2020). Et pour des personnes qui ont vécu la précarité, le chômage, avec le sentiment de mise à l'écart, se sentir à nouveau inclus dans la société est vécu très positivement. L'entrée dans l'EBE constitue l'entrée dans la normalité, et aussi, pour certains la sortie d'une situation de pauvreté, voire de dépendance.

Pour beaucoup d'enquêtés, le travail à Actyroles ou Inserfac-EBE donne un sentiment d'utilité. Certains expliquent qu'ils ont un travail qui a du sens, et ils sont ainsi en accord avec le contenu de leur travail. Nombre d'enquêtés soulignent que le travail dans l'EBE leur a permis de gagner en confiance en soi. Le fait qu'une entreprise les valorise, leur fasse confiance a été déterminant. Dans l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur, la stabilité de l'emploi offert est un élément important. Et ceci est bien confirmé par les entretiens avec les salariés. Avoir un emploi en CDI constitue une assurance, une sécurité, ils sont nombreux à le relever. Autre grand bénéfice de l'emploi salarié stable, c'est le salaire, qui permet de réaliser certaines dépenses, auparavant impossibles. Certains enquêtés mentionnent qu'ils ont pu faire une dépense autrefois impossible pour eux (voiture, mobilhome). Plusieurs enquêtés expliquent qu'il est désormais possible de contracter un emprunt. La quasi-totalité des enquêtés relève ainsi un mieux du côté de leurs ressources et de leurs conditions de vie, dans la mesure où le salaire fixe permet des dépenses impossibles auparavant.

\*\*\*

Au total, il est donc indéniable que les effets sur les personnes sont extrêmement favorables. C'est aujourd'hui près de 200 personnes qui sont directement concernées, mais quand on compte les familles concernées, on atteint environ 1000 personnes. C'est aussi plus largement l'image du territoire qui est modifiée.

Le fait que Thiers soit le territoire où l'expérimentation a rassemblé le plus de salariés, avec le plus grand nombre d'EBE n'est pas anodin. C'est le résultat direct d'une volonté politique claire : le maire de Thiers, le président de la communauté de communes, le conseil départemental du Puy-de-Dôme ont été moteurs dans l'expérimentation. L'engagement conjoint des collectivités ne s'est pas limité à une décision politique, il a permis de garantir des emprunts conséquents (ce qui n'aurait pas été possible sans ce soutien politique), il a créé un climat de confiance localement. Ainsi les EBE ont pu disposer de locaux spacieux (prêtés gratuitement pendant les 6 premiers mois par une entreprise locale, au démarrage de la première EBE)

Depuis leur création, les deux EBE ont développé leur activité économique en multipliant les partenariats avec les entreprises, les associations locales mais aussi la ville de Thiers et les communes environnantes. Les salariés de l'activité « espaces verts » ainsi que ceux de la gestion des

bio-déchets effectuent des prestations pour la ville de Thiers, mais également pour les communes environnantes du bassin thiernois où ils réalisent des chantiers et de la sensibilisation au recyclage. La mobilité ainsi que le lavage automobile ont comme partenaire le foyer de jeunes travailleurs de Thiers, où certains salariés ont pour mission de conduire les jeunes à leur travail quand d'autres proposent le nettoyage de voitures de particuliers qui viennent se restaurer pendant la pause déjeuner.

Si dresser une évaluation quantitative de ce dispositif expérimental reste difficile à mettre en œuvre, compte tenu du manque de recul temporel, TZC constitue toutefois une expérience novatrice et porteuse pour une fraction importante des adultes d'un territoire qui a souffert de la désindustrialisation, et au-delà des individus, pour le territoire dans son ensemble. En cela, cette politique constitue tout autant un dispositif d'insertion pour les chômeurs et un projet de territoire, visant à infléchir la dynamique de déclin. Le travail proposé par ce dispositif, loin de se réduire à l'emploi, reste pour les personnes rencontrées un espace central d'intégration, une façon de faire et d'entrer en société. Si ce résultat n'a pas vocation à être généralisé aux autres territoires, il est pourtant important d'essayer d'en comprendre les raisons. C'est sans doute un apport de ce travail d'enquête. Certains rapports d'évaluation et travaux récents menés auprès des dix territoires (Béraud, Higelé, 2020) ont insisté sur le risque de s'éloigner progressivement des principes originels de l'expérimentation. Il apparaîtrait ainsi que sur certains territoires, les principes originels pourraient être progressivement remplacés par des logiques classiques de l'entrepreneuriat pour lesquelles la rentabilité des activités et du coup le recrutement plutôt que l'embauche seraient centraux. Sur le territoire de Thiers, les acteurs mobilisés depuis le départ de l'aventure ont toujours été très attentifs au respect des valeurs portées par l'expérimentation. Ainsi, le Comité Local pour l'Emploi a joué un rôle et continue de jouer un rôle extrêmement important pour affirmer l'importance de maintenir les EBE comme des espaces de réinvention du travail, de sa gestion à son organisation sur des territoires marqués par un contexte économique où règne la concurrence et les logiques de productivité. Les salariés interrogés, dans leur grande majorité, ont exprimé leur attachement et leur reconnaissance aux directions dont les formes de management étaient assez éloignées des postures plus classiques, comme si les recettes des territoires dynamiques n'étaient sans doute pas les bonnes pour redynamiser les territoires en déclin.

## Bibliographie

Albert-Cromarias A. (2014), « Quelle réindustrialisation des territoires ? Le cas du bassin de Thiers », in sous la Lecointre et alii, *Le grand livre de l'Economie PME*, Paris, Gualino.

ARS (2013), *Portraits de santé, l'état des territoires d'Auvergne. Bassin de Thiers*.

Béraud M., Higelé J.P. (2020), « Territoire zéro chômeur de longue durée » : les luttes d'interprétation d'un droit à l'emploi », *La Nouvelle Revue du Travail*, 17

Chambre de Commerce et d'Industrie Auvergne (2015), « Note sectorielle, la coutellerie thiernoise » : [https://www.puy-de-dome.cci.fr/sites/puy-de-dome.cci.fr/files/fichier\\_telechargement/201503\\_note\\_sectorielle\\_coutelleriethiernoise\\_0.pdf](https://www.puy-de-dome.cci.fr/sites/puy-de-dome.cci.fr/files/fichier_telechargement/201503_note_sectorielle_coutelleriethiernoise_0.pdf)

Combe P. (1956), *Thiers. Les origines, l'évolution des industries thiernoises, leur avenir*, Editions de Bussac, Clermont-Ferrand.

Faure A. (1986), « petit atelier et modernisme économique. La production en miettes au XIX e siècle », *Histoire, économie et société*, 1986, 5<sup>e</sup> année, n°4, pp.531-557.

France Stratégie (2017), « dynamique de l'emploi et des métiers : quelle fracture territoriale ? ».

Gazier B. (2003), *Tous sublimes. Vers un nouveau plein emploi*, Flammarion.

Hédon C., Goubert D., Le Guillou D. (2019), *Zéro chômeur, dix territoires relèvent le défi*, Editions de l'atelier, éditions quart monde.

INSEE (2019), *Niveaux de formation*, TEF, Références.

Katalyse (2019), *Etudes de la filière Coutellerie Française*, Observatoire de la Métallurgie.

Leduc S., Roche A. (2021), « ce que la mondialisation fait aux petits patrons d'industrie. Enquête dans la coutellerie thiernoise », *Sociologie* n°4, 2021, vol 12, p.351-369.

Leduc S., Roche A., Rongier S. (2022), « 'Je suis d'origine déplorable'. Les mécanismes de la reproduction sociale chez les usagers des services sociaux », *Regards sociologiques*, n°59, p.7-28